

Retrait de toutes les lois liberticides !

La coordination nationale « #StopLoiSécuritéGlobale » appelle tous les défenseur·se·s des libertés à de nouvelles Marches des libertés, samedi 16 janvier partout en France, avant un grand rassemblement, samedi 30 janvier à Paris. Cette dernière date mêlera les voix des journalistes, documentaristes, réalisateur·trices, victimes et familles de victimes de violences policières, associations de droits humains et artistes solidaires du combat contre les lois liberticides.

D'ici là, nous appuierons les actions qui ont pour objectif le retrait des articles 21, 22 et 24 de la proposition de loi dite « Sécurité globale », le retrait du Schéma National du Maintien de l'Ordre (SNMO) et de toute autre disposition élargissant la surveillance de masse ou faisant reculer le droit à l'information.

Depuis le premier rassemblement organisé le 17 novembre devant l'Assemblée nationale, notre coordination n'a cessé de s'élargir. Formée à l'initiative des quatre principaux syndicats de journalistes dont le SNJ et de la Ligue des droits de l'Homme, elle comprend aujourd'hui des associations ou collectifs représentant les métiers de la presse et des médias, et aussi des organisations œuvrant dans le domaine de la justice, des libertés numériques, de la défense de l'environnement ou contre les violences policières et leur impunité.

Dans le même temps, des coordinations locales se sont formées à travers tout le pays et **plus de 150 villes ont connu au moins une manifestation contre la proposition de loi « Sécurité globale ».**

Malgré une mobilisation de très grande ampleur (**500 000 manifestant·e·s en France le 28 novembre, dont 3 000 à Chambéry**), déployée dans un contexte d'état d'urgence sanitaire et de confinement, le gouvernement et les parlementaires se sont contentés d'effets d'annonce sur la réécriture de l'article 24 de la proposition de loi « Sécurité globale ».

Texte que le Sénat semble vouloir fusionner avec l'article 18 du projet de loi « confortant les principes républicains », précédemment nommée « contre le séparatisme ».

LES NOUVELLES OBLIGATIONS DE LA POLICE



Ni la commission Delarue sur les rapports entre journalistes et forces de l'ordre ni le « *Beauvau de la sécurité* » ne sauront nous détourner de notre objectif.

Par ailleurs, notre opposition aux dispositifs de surveillance généralisée, renforcés par les drones et les caméras piétons, ou à la sélection des journalistes instaurée par le nouveau SNMO n'a pas été entendue.

Des décrets parus en décembre étendent les possibilités de fichage aux groupements et notamment aux opinions politiques ou syndicales, aux comportements et habitudes de vie...

Les pressions politiques de policiers se présentant en uniforme et en plein couvre-feu devant les domiciles d'élu·e·s ou devant des tribunaux confirment nos craintes quant à l'**instauration d'un véritable État de police** par la combinaison du SNMO, de la proposition de loi « Sécurité globale » et du projet de loi « confortant les principes républicains ».

Tant que ces textes liberticides ne seront pas abandonnés, nous défendrons sans relâche nos libertés.

**Le Collectif Savoyard contre la Répression appelle à une
Manifestation Samedi 16 Janvier à 14 H 30
Place du Palais de Justice à Chambéry**

Facebook : [Antirépression73](#)